

Convention collective

IDCC : 9081. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(ARDENNES)**

(22 octobre 1980)

(Etendue par arrêté du 29 juillet 1981,
Journal officiel du 5 septembre 1981)

■ *Journal officiel* du 26 février 2008

Arrêté du 18 février 2008 portant extension d'avenants à la convention collective des exploitations et entreprises agricoles des Ardennes (n° 9081)

NOR : AGRF0804211A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 131-3 et L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1981 portant extension de la convention collective de travail du 22 octobre 1980 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département des Ardennes et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'accord du 13 juin 2007 relatif à l'adhésion, à la modification du champ d'application et à la dénomination de la convention susmentionnée devenant convention collective des exploitations et entreprises agricoles des Ardennes ;

Vu les avenants du 13 juin 2007 à la convention susmentionnée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 3 novembre 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de travail du 22 octobre 1980 concernant les exploitations et entreprises agricoles des Ardennes, tel que modifié par l'accord du 13 juin 2007 susmentionné, les dispositions des avenants n° 76 et n° 77 du 13 juin 2007 à ladite convention.

Le deuxième alinéa (Les cadres du groupe A) de l'article 53 (Durée du travail) de la convention, tel qu'il résulte dudit avenant, est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 212-15-3 (II) du code du travail qui prévoit, d'une part la clause obligatoire prévoyant les conditions de contrôle de l'application de l'accord et les modalités de suivi de l'organisation du travail des salariés concernés, de l'amplitude de la journée de travail et de la charge de travail qui en résulte, d'autre part, ce même article fixe les modalités concrètes d'application des dispositions relatives aux repos quotidiens et hebdomadaires ainsi que l'interdiction de travailler plus de six jours par semaine.

Le troisième alinéa (Les cadres du groupe B) de l'article 53 précité (Durée du travail) de la convention, tel qu'il résulte de l'avenant susmentionné, est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 212-15-3 (II et III) du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants visés à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 février 2008.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du travail
chargé de la sous-direction
du travail et de l'emploi,*

J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de ces avenants a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/40, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.